

Inédit I : Gilles Bourque (1971)

Gilles Bourque rédige en septembre 1971 un bref « Avertissement pour la seconde édition » de *Question nationale et classes sociales au Québec (1760-1840)*, 1970. Gérald Godin, l'éditeur, en annote ainsi le tapuscrit : « ajouter comme pages I et II au livre de Bourque / Italic – en points lui permettant de rentrer sur 2 pages ». Cet Avertissement ne sera ni imprimé ni ajouté à l'édition originale afin d'en faire une édition augmentée.

La subvention demandée (le 19 février 1970) au titre de l'aide à la publication de la 1^{re} édition du livre est obtenue le 25 mai 1970. Le livre étant lancé à la Bibliothèque nationale, rue Saint-Denis, le 18 juin 1970, il faut déduire que l'impression a dû se faire très vite. L'auteur se souvient « avoir parcouru les épreuves avec Gérald à son domicile » (lettre de G. B. à A. G., 3 août 2015). L'achèvement d'imprimerie de l'édition originale étant du 1^{er} trimestre 1970, il faudrait plutôt lire, en fait, 2^e trimestre 1970 (à moins que l'éditeur ait vraiment imprimé le livre durant le 1^{er} trimestre, « en espérant » que la subvention soit accordée).

L'auteur apprend dans une lettre de l'éditeur (7 mai 1976) que, de 1970 à 1975, il a vendu 3,974 exemplaires (dont 1,853 pour les deux premières années, 1970 et 1971). Il y a vraisemblablement eu un tirage de 2,000 exemplaires en 1970 (le livre a une couverture verte) et, devant les bonnes ventes des années 1970-1971, un nouveau tirage de 2,000 exemplaires fin 1971 ou début 1972 (le livre a maintenant une couverture rouge).

C'est l'éditeur qui propose ce livre au prix Montcalm³⁵⁸ qui sera effectivement attribué à son auteur et officiellement remis à ce dernier en mains propres à Paris le 22 avril

³⁵⁸ Dans une lettre de X (je dis X car, comme il manque la 2^e et dernière page, je ne puis nommer l'auteur de cette lettre), de la Délégation générale du Québec en France, à l'éditeur (17 avril 1972), je lis : « Le prix Montcalm a été fondé par le Comité Montcalm et doté par la municipalité de Vestric-et-Candiac [Gard] d'un montant pour 1972 de 400 francs. Il est destiné à une œuvre publiée ou manuscrite – en vers ou en prose – susceptible de perpétuer le souvenir du Marquis de Montcalm, de faire connaître les lieux où il a vécu, d'exalter l'amitié franco-canadienne. [...] // Je vous signale que Guy Frégault, Marcel Rioux, [Robert] Rumilly et Gérard Bergeron ont déjà mérité ce prix. // Sans vouloir porter de jugement sur le Syndicat des journalistes et écrivains [de France] qui vous fait l'honneur d'accorder ce prix à un livre édité par vos soins, je me permettrai de vous signaler qu'il s'agit là d'un "syndicat" littéraire voué à la promotion culturelle de ses membres plutôt qu'un syndicat professionnel voué à la défense des droits et des conditions de travail des journalistes, ce que fait le Syndicat National des Journalistes par exemple. » Dois-je rappeler que, à cette époque, Gérald Godin est aussi journaliste à *Québec-Presse*, journal dont les fonds proviennent des trois grandes centrales syndicales du Québec (CSN, FTQ et CEQ) ?

1972. Annonçant la nouvelle dans un communiqué (4 mars 1972), l'éditeur écrit : « Le livre a paru aux Éditions Parti pris en 1971. » Comme l'achevé d'imprimer des deux tirages est le même³⁵⁹, faut-il déduire que l'éditeur a « oublié », pour le second, et d'ajouter l'Avertissement et de changer l'achevé d'imprimer ? Comment savoir maintenant ? L'auteur ne se souvient pas « avoir discuté avec Gérald des deux oublis » (lettre de G. B. à A. G., 3 août 2015).

Avertissement pour la seconde édition

Afin de dissiper certains malentendus qu'a pu susciter la publication de cet ouvrage, il me paraît souhaitable de faire la mise au point suivante (la plus courte possible, supplie l'éditeur !).

Le travail que le lecteur se prépare à aborder n'a jamais eu la prétention de fournir une histoire exhaustive de la période 1760-1840. L'auteur ne s'est fixé qu'un but : chercher à établir la relation existant entre les classes sociales et la question nationale, en se servant, comme matières premières, des travaux portant sur la formation sociale québécoise entre 1760 et 1840, ainsi que, de façon auxiliaire, des différents recueils de documents de la période. Le lecteur ne doit donc pas s'attendre à y trouver un travail d'histoire de style académique.

En publiant cet ouvrage, l'auteur n'a eu d'autres intentions que de susciter certaines questions permettant de relancer le débat sur l'étude du Québec. Les sciences sociales d'ici se sont péniblement empêtrées dans un débat partisan entre nationalistes et antinationalistes n'ayant, nous semble-t-il, d'autre résultat que d'occulter les rapports sociaux sur lesquels on a prétendu jeter quelques lumières.

Que les résultats de ce travail soient problématiques, nul plus que l'auteur, sans doute, peut en être conscient. Les sources mêmes qu'il s'était proposé d'aborder ne pouvaient promettre beaucoup plus que ce qui en a été tiré. Le fait de s'en remettre entièrement aux études et aux documents immédiatement disponibles ne pouvait que conférer à l'ouvrage (rédigé en 1967³⁶⁰) un retard bibliographique de plus en plus prononcé. Il est de plus, et surtout, non moins évident que les limites normales posées à ce type de travail sont d'autant plus étroites que ce texte a tenté de s'appuyer sur le matérialisme historique alors qu'aucun des travaux ou recueils de documents

³⁵⁹ Sur la page qui précède la page de titre, une seule différence significative : l'édition dont la couverture est verte n'a pas de numéro ISBN.

³⁶⁰ Ce livre a d'abord été un mémoire de maîtrise en sociologie rédigé en 1967-1968 à l'Université de Montréal sous la direction de Marcel Rioux et déposé en 1969. Sur la 1^{re} de couverture, le titre est, les parenthèses en moins et une virgule en plus, celui du mémoire : *Classes sociales et question nationale au Québec, 1760-1840*. C'est l'éditeur qui a inversé l'ordre du rapport : non plus *Classes sociales et question nationale*, mais *Question nationale et classes sociales*.

consultés n'en manifestait la pratique, sauf ceux de Stanley Ryerson³⁶¹, l'un des historiens québécois les plus méconnus. Il n'est pas besoin d'une longue démonstration pour souligner que, dans toute recherche, les faits relevés aussi bien que ceux qui sont négligés sont fonction du cadre théorique explicite ou implicite à partir duquel elle s'effectue. Si l'auteur du présent texte pouvait contrôler jusqu'à un certain point l'interprétation de certains événements largement mis en lumière, il n'avait cependant aucun contrôle sur les omissions, sans aucun doute fondamentales, auxquelles étaient condamnées des analyses dites libéralo-fonctionnalistes ou nationalistes. La principale lacune de cet ouvrage, l'auteur en a toujours été conscient, résulte donc de cette tentative de poser une question spécifique (ici, les rapports classes-nation) à un ensemble de travaux s'inspirant de théories radicalement opposées à celle du matérialisme historique qu'il a tenté de pratiquer.

La pertinence de cette publication m'a semblé cependant justifiée par le piétinement des débats portant sur l'étude de la formation sociale québécoise ainsi que par l'incohérence théorique qu'elle manifeste le plus souvent. Les lacunes de cet ouvrage sont elles-mêmes fonction de ce piétinement et de cette incohérence.

Et pour le reste, mea culpa.

Gilles Bourque (sept. 71)

³⁶¹ Stanley Bréhaut Ryerson (1911-1998) ; une version refondue, corrigée et augmentée de *Unequal Union : confederation and the roots of conflict in the Canadas 1815-1873* (New York, International Publishers, 1968), sera traduite par André D'Allemagne sous le titre de *Le capitalisme et la confédération. Aux sources du conflit Canada-Québec (1760-1873)* et publiée dans la même collection (coll. « Aspects », n° 16) en 1972.